

## Question :

Suite à l'analyse conceptuel de notre problème, plusieurs question me viennent a l'esprit. La principale est est-ce-qu'il a un avenir pour les régions? Dans l'état actuelle des événement la réponse est très difficile à déterminer. Les mesures gouvernementales nuisent principalement aux région. Elles affectent leur capacité de développement futur et présentement elles réduisent leurs économie. Le tableau est bien sombre pour les région, mais les réels impacts de ce problème va seulement pouvoir être déterminer dans un ans ou deux. Par exemple, la fermeture des CRÉ, qui enlève une instance de concertation régional. Le réel impact va se faire sentir à travers le prochain budget et dans la gestion de ce budget aloué au développement régional. Les MRC vont gérer eux même ce budget qui sera divisé ensuite aux municipalité. Est-ce que se sera une répartition égal ou aux pro-rata de la population des municipalités? Ce qui est sur c'est que un changement énorme c'est produit et comme dans tout changement il y a une période d'adaptation. Selon moi, ce qui va faire la différence sera la réaction des principaux acteur et celle de la population. Le dicton vaut mieux prévenir que guérir est de mise dans cette situation. Le problème est connu et les impact peuvent être appréhender. Ce qui signifie qu'il y à certain impact qui vont seulement se faire sentir dans les années qui suivent. Alors, nous pouvons nous y préparer d'avance.

L'avenir des région est évidemment menacé, mais elle l'est depuis les opérations dignités. Le combat qui se mène aujourd'hui est le même depuis 55 ans. Comment faire une occupation du territoire efficace et productive? Le gouvernement tente des action comme la création du CLD et de la CRÉ dans les années 2000. La population local tente de développer des entreprises viable capable de relancer leur économie. Chacun de leur coté ils essayent tant bien que mal de trouver des solutions, mais peut être qu'il est la le réel problème. Ils essaye chacun de leurs coté. Les politique gouvernemental vont dans une direction, le bien commun de l'ensemble du Québec. Ce qui priorise certainement les grands centres urbains ou se retrouve la majeure parti de la population. Les politique régional vont dans une autre direction, le bien commun de leur région. Ce qui leurs amène une réalité propre à leur région qui n'est généralement pas la même que dans le reste du Québec. Cela me fait penser a une réflexion de mon professeur de science politique Monsieur Benoît Colette. La pensé individuelle et la pensé collective sont différente. Ce que nous pouvons faire individuellement nous ne pouvons pas le faire collectivement. Pour imager cette idée ils nous a donné par exemple l'exploitation d'une ressource. Une personne remplit sont bateaux de poisson c'est pas grave ,mais si la population au complet remplit leurs bateaux, elle va épuisé les stocks et sa c'est grave. Ce que je veut dire, c'est que les politique

gouvernemental sont dans une optique de pensée collective et que les politiques régionales sont dans une optique de pensée individuelle. La réalité propre à chaque région les oblige à penser pour leur région. La réalité du gouvernement l'oblige à penser pour l'ensemble du Québec. C'est à partir de là que toutes les mesures pour l'occupation du territoire s'opposent, directement à la source de toutes idées potentielles. La population des régions périphériques sont une minorité au Québec. Le poids démographique de ces régions par rapport au Québec est d'environ 10%. Les mesures gouvernementales peuvent être mal perçues par cette minorité qui sont directement affectées. Cependant, le 90% du Québec restant est favorisé par ces mesures. Est-ce que le gouvernement considère que les problèmes affectant la majorité est plus important que les problèmes affectant une minorité? Probablement que oui et c'est tout à fait normal comme manière de pensée collective. Cependant, le problème est là il existe et le laisser de côté ou prioriser la majorité au détriment des minorités ne fait accentuer ce problème. Les mesures gouvernementales dans les programmes et organismes de développements régionaux enlèvent un fardeau fiscal à la majorité urbaine, mais condamne les minorités régionales à une décroissance économique.

Cette décroissance inévitable va-t-elle être redressable? La perte d'emploi va augmenter le taux de chômage. La perte d'investissement va provoquer une diminution de l'entrepreneuriat. Ce qui peut engendrer un exode rural vers les grands centres urbains et de ce fait diminuer la main d'œuvre régionale. Comment allons-nous pouvoir retrouver ces salaires perdus, ces entreprises qui ne verront jamais le jour et ces personnes qui ne reviendront probablement jamais? Ces coupures ont peut-être un effet irréversible sur l'économie de la région à court et moyen terme. Cette décroissance peut amener à long terme une centralisation importante des services pour préserver les régions de leur déclin économique. Parallèlement au projet d'occupation du territoire des années 60, le processus semble se faire par lui-même et devenir la seule option pour sauver les régions. La question que je me pose, est-ce vraiment un processus qui se déroule involontairement? ou que les coupures gouvernementales sont là pour le provoquer? Pousser les populations régionales à faire ce choix par eux-mêmes. Le choix leur appartient de rester dans leur village, mais un village sans service est un village mort. Quelle famille restera dans un village sans école, sans station service, sans bureaux de poste et sans épicerie? Ils vont plutôt choisir d'aller là où il y a ces services. Ce choix qui apparaît naturel va se faire au détriment des petits villages qui perdent leur financement et leur pouvoir d'offrir des services à leur population. Dans cette perspective, les régions vont survivre, mais elles seront centralisées comme la majorité du Québec. Une lente assimilation de la minorité régionale pour qu'elle soit centralisée comme la majorité du Québec.

